

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-09-15-00006

Arrêté mettant en demeure la société CRISTAL
ECO VALO

ARRÊTÉ
mettant en demeure la société CRISTAL ECO VALO, exploitant
une unité de valorisation énergétique

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0401 du 2 mai 2025 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011, modifié par les arrêtés préfectoraux du 24 octobre 2011 et 28 novembre 2013 encadrant les conditions d'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située 2 rue de l'Union sur les communes de Carrières-sur-Seine et de Chatou et exploitée par NOVERGIE ILE DE FRANCE ;

Vu le courrier de demande de changement de dénomination sociale (NOVERGIE pour CRISTAL ECO VALO) en date du 2 février 2023, ne constituant pas un changement d'exploitant au titre des articles R.516-1 et R.512-68 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023, imposant des prescriptions complémentaires à la société CRISTAL ECO VALO pour les installations qu'elle exploite sur les communes de Carrières-sur-Seine et de Chatou au 2 rue de l'Union ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi à la suite de la visite d'inspection du 25 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi à la suite de la visite d'inspection du 25 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement mentionné ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 juillet 2025, notifié le 22 juillet suivant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 11 août 2025 de l'exploitant, reçu le 18 août 2025, transmettant ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la société CRISTAL ECO VALO, sise 2 rue de l'Union à Carrières-sur-Seine, n'avait pas respecté les fréquences de réalisation des exercices permettant de mettre en œuvre les matériels d'extinction incendie et le plan d'intervention interne ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.24 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 juin 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la société CRISTAL ECO VALO, sise 2 rue de l'Union à Carrières-sur-Seine, n'était pas en mesure de présenter de rapport de mesures des débits en simultané de ses poteaux incendie ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.20 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 ;

Considérant les observations de l'exploitant transmises par courrier du 11 août 2025, dans le délai imparti de quinze jours, sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 22 juillet 2025, indiquant que des exercices visant à mettre en œuvre les matériels d'extinction incendie ont été réalisés les 09 juillet 2025 et 08 août 2025 et dont les compte-rendus ont été transmis à l'Inspection des Installations Classées par ce même courrier ;

Considérant que ces éléments permettent de respecter les dispositions de l'article 7.24 de l'arrêté préfectoral du 27 juin susvisé relatives à la réalisation d'exercices internes visant à mettre en œuvre les matériels d'extinction incendie mais que demeurent non respectées les prescriptions de ce même article relatives à la nécessité de tester le plan d'intervention interne ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CRISTAL ECO VALO de respecter les prescriptions des articles 7.20 et 7.24 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1er – La société CRISTAL ECO VALO, sise 2 rue de l'Union à Carrières-sur-Seine (78420), exploitant une unité de valorisation énergétique à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.24 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 susvisé, en réalisant les exercices prévus dans son document « Planification des situations d'urgences » suivant les fréquences prévues à l'article 7.24 précité, exercices qui devront permettre de mettre en œuvre le plan d'intervention interne.

Article 2 – La société CRISTAL ECO VALO, sise 2 rue de l'Union à Carrières-sur-Seine (78420), exploitant une unité de valorisation énergétique à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.20 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2011 susvisé, en transmettant à l'Inspection des installations classées un rapport de vérification des poteaux incendie présentant des valeurs de débit en simultané conformes à celles définies par l'article 7.20 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 3 – Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1er et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement,

celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pour une durée de **5 ans**.

Article 4 - Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://citoyens.telerecours.fr/>).

Article 5 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye,
- au maire de la commune de Carrières-sur-Seine,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 15 septembre 2025

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale,
signé

Delphine DUBOIS